

<http://www.ipemed.coop>

La crise : Une chance pour la Méditerranée ?

Par Jean-Louis Guigou, Délégué Général IPEMED.



Crise financière, chômage, déséquilibre des finances publiques. Comment en sortir ? Ne rien changer et reproduire les mêmes erreurs ? Poursuivre sur la voie du court termisme, de la spéculation sur les matières premières agricoles ou énergétiques ? Laisser se propager le cancer du capitalisme financier qui détruit le tissu sain de l'industrie, du commerce, de la recherche ? Ce serait très vite une impasse.

Une opportunité historique se présente aux Européens et aux pays des rives sud et est de la Méditerranée : construire un espace méditerranéen de croissance collective. Est-ce un projet politique et économique ? Oui, certainement. Une anticipation et une opportunité ? Sans aucun doute. Une utopie ? Non. Car le recollement des deux rives de la Méditerranée a commencé, à bas bruit. Plus tard et moins vite que ne le firent les Etats-Unis et le Mexique dans l'Alena, ou les Japonais avec les pays émergents de leur région (« Asean + 3 »). Mais le rapprochement des deux rives de la Méditerranée par l'économie est engagé ; c'est une réalité en évolution lente, qu'il faut accélérer pour sortir l'Europe de la crise.

Pourquoi construire un espace régional intégré ? Et pourquoi la crise est-elle une opportunité ?

- Parce les pays arabes, qui n'avaient pas un système bancaire et des places financières interconnectées à la grande spéculation et aux produits toxiques mondialisés, sont rentrés tardivement dans la crise et qu'ils vont en sortir plus rapidement que les pays européens.
- Parce que, malgré la baisse du tourisme, des Investissements Directs Etrangers et des exportations vers l'Europe en crise, ces pays gardent en 2009 des taux de croissance de 4% ou 5%, quand les pays de la rive nord se trainent avec -1,5 à -4%.
- Parce que ces pays, contrairement à ce qu'on pense souvent, ont de l'argent en abondance, mais encore trop peu d'opportunités d'investissement sur place faute d'une gouvernance claire et moderne que l'Europe peut contribuer à leur apporter.
- Parce que la complémentarité Nord-Sud est évidente (climat, niveau de développement, énergie, marchés...)
- Parce qu'à l'ère nécessaire d'une vraie régulation internationale, les régulations régionales pour l'eau, l'énergie, l'agriculture, les mobilités... s'imposent comme complément à des régulations mondiales difficiles à concevoir et à mettre en oeuvre à la vaste échelle du globe.
- Parce que peut-être un jour faudra-t-il se protéger, pas tant contre les produits chinois, asiatiques ou brésiliens (agriculture), que contre une certaine conception de la mondialisation, sans limites ni valeurs. Associant des économies complémentaires, forte de 500 millions d'Européens et 450 millions d'hommes et de femmes du Sud et de l'Est d'ici quelques décennies, la Méditerranée peut devenir un modèle de « région Nord-Sud », un espace de développement durable commun et d'échanges régulés - version moderne des « économies-monde » décrites par Fernand Braudel.

Comment accélérer la construction de cet espace méditerranéen de croissance collective ?

En premier lieu par la voie privée de l'industrie, celle du redéploiement de l'appareil productif sur l'ensemble des pays

du monde méditerranéen.

Dans les années 1950 et 1960, le Japon a redéployé son appareil de production et a créé les Dragons du Sud-Est asiatique. Cela lui fut largement profitable en retour. Dans les années 1990, l'Allemagne a, elle aussi, redéployé son appareil de production dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Non seulement elle a aidé ces pays à se développer, mais ce faisant elle est restée le premier exportateur mondial de machines-outils.

C'est maintenant au tour des pays de la Méditerranée ! Dans leur intérêt et dans l'intérêt des pays européens, il faut redéployer nos activités, non pas dans l'idée d'exploiter des bas coûts de main d'oeuvre, mais de partager la chaîne de valeur. A l'heure d'une économie fondée sur la qualité et la technologie, on ne peut plus considérer les pays de la rive sud comme des pays de consommation, d'extraction de matières premières ou de productions à faible valeur ajoutée, mais bien comme des pays qui possèdent des champions et des pôles d'excellence. Comme l'Inde, ils doivent, avec l'aide de l'Europe et dans son intérêt bien compris, faire revenir leurs élites expatriées. Ces pays peuvent devenir, en dix ou vingt ans, des « Dragons » et tirer la croissance européenne. Déjà les bases de ce modèle se dessinent. Les récentes études d'IPEMED montrent comment des entreprises grandes mais aussi petites, dans l'industrie, les services ou l'agriculture, tirent parti de la complémentarité Nord-Sud ; les entrepreneurs européens qui investissent dans un partenariat durable avec la rive sud non seulement développent leur activité mais conservent voire développent l'emploi sur la rive nord.

En second lieu par la voie publique, celle de la mise en place de politiques euro-méditerranéennes communes, qui s'esquissent : politique commune de l'eau, politique commune agricole, construction d'une institution commune pour créer un espace financier régional, politique commune du médicament, politique commune de protection civile... Celle aussi de la coopération entre administrations publiques, entre collectivités locales, entre hôpitaux ou universités des deux rives, qu'il faut intensifier.

Prenons garde : si les Européens ne font pas rapidement le choix de la Méditerranée, les Chinois ou d'autres le feront. Toute attitude postcoloniale - facilement détectable - conduirait à l'échec. Toute attitude tactique - également détectable ! - qui viserait à faire de l'Union pour la Méditerranée un moyen politique d'éviter la poursuite du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE ou d'éviter le règlement du conflit israélo-palestinien, altérerait le mouvement de fond de ce rapprochement historique des deux rives. Ne nous trompons donc ni de combat ni de priorité. Les pays de la Méditerranée, le monde arabo-musulman, Iran et Irak compris, veulent leur place sur la scène internationale. C'est normal et souhaitable. Nous avons un destin commun à construire ensemble. La crise actuelle ne fait que rendre cette nécessité plus évidente et urgente.

Tous les cycles de croissance reposent sur une innovation. Le nouveau cycle (2010-2040 ?) reposera sur l'innovation que constitue la mise en relation confiante des pays riverains de la Méditerranée. Comme toujours, le progrès n'est pas d'abord technologique, mais culturel.